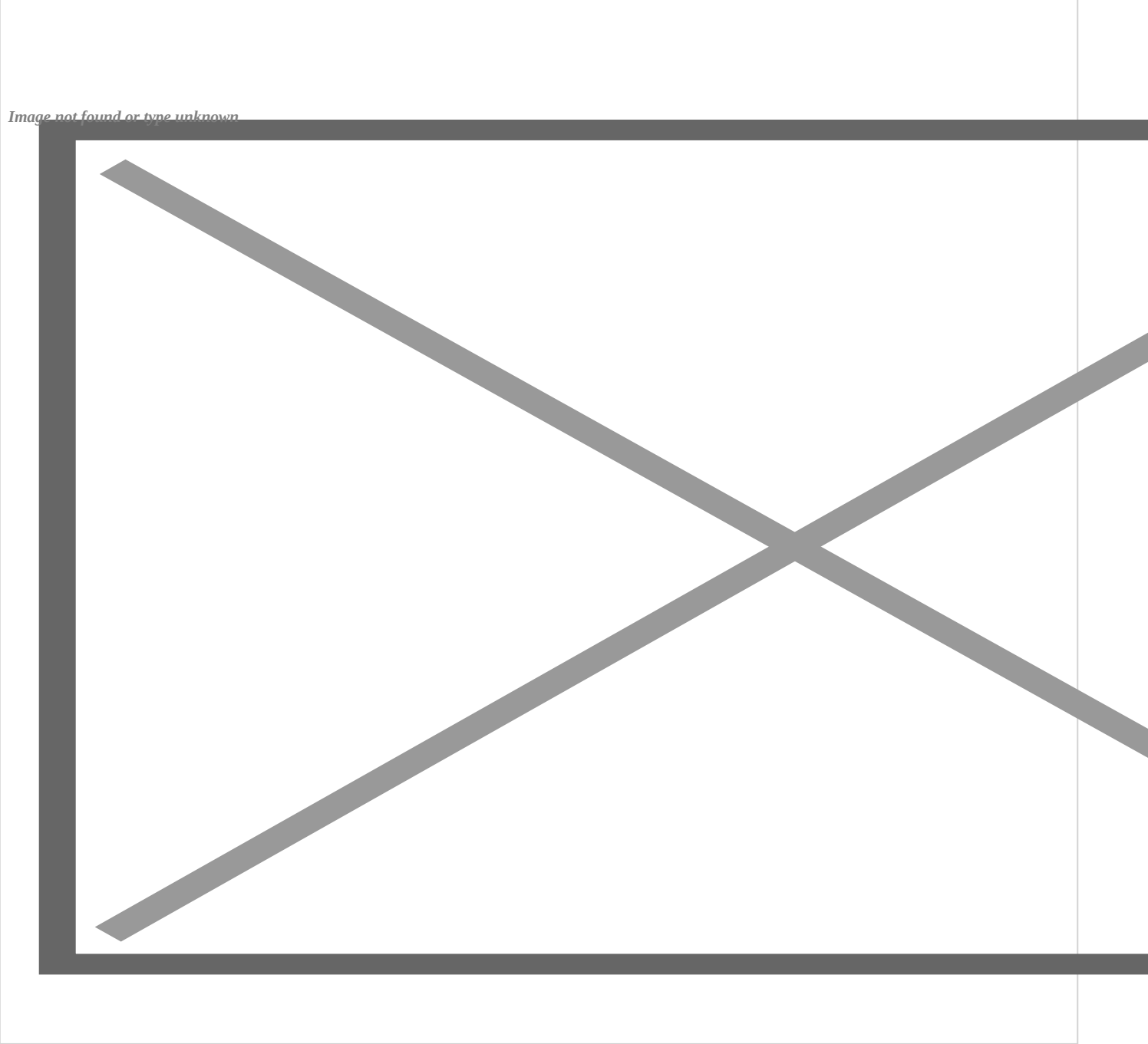
Collusion entre juges, politiciens et médias en Argentine, le président demande une enquête



La Havane, 6 déc. (RHC)- Le président argentin, Alberto Fernandez, a chargé ce lundi le ministre de la Justice, Martin Soria, de demander au ministère public l'ouverture d'une enquête pénale sur les crimes commis par un groupe de juges, de procureurs, d'anciens fonctionnaires et d'ex-membres de l'Agence fédérale de renseignements.

Dans un message diffusé à la télévision nationale, le président Fernandez a déclaré que ces personnes étaient impliquées dans des infractions telles que la réception de cadeaux et le manquement à leurs devoirs.

Il y a quelques jours, Pagina 12 a publié les détails d'un voyage qu'ils ont effectué en avion privé à Lago Escondido où ils ont passé un week-end dans un manoir appartenant à Joe Lewis, homme d'affaires britannique qui possède de grandes étendues de terre dans cette partie de la Patagonie, a expliqué le chef de l'État.

Tout semble indiquer que, sachant que l'événement avait fait la une des journaux, ceux qui y ont participé étaient inquiets du risque d'être impliqués dans une série de crimes. Ils avaient une certitude: le principal groupe de médias en Argentine (Clarín) garantirait que ce qui s'était passé ne serait pas divulgué, puisqu'ils étaient apparemment les organisateurs de la réunion, a-t-il ajouté.

Alberto Fernandez a déclaré qu'ils ont essayé d'empêcher les autres médias de rapporter ce qui s'est passé.

Pour la première fois, la manière dont certaines sociétés agissent sur les fonctionnaires, les juges et les procureurs, cherchant à obtenir leurs faveurs, dans de nombreux cas pour des avantages indus, tandis que dans d'autres cas, elles encouragent simplement la persécution de leurs opposants, est exposée devant nous avec une énorme force", a-t-il déclaré.

Tout semble indiquer que la détérioration de la qualité institutionnelle et un jeu pervers de corruption affecte gravement le bon fonctionnement de l'État et, en particulier, l'administration de la justice, a souligné le président argentin.

Il a également révélé que les personnes impliquées dialoguaient pour trouver des solutions afin de rester impunies.

J'envoie ce message depuis la Casa Rosada car il est évident qu'une grande partie du système médiatique privé a décidé de ne pas divulguer ce qui s'est passé. J'espère que nous prendrons conscience de la gravité des faits. Cela fait mal à la démocratie de voir la promiscuité anti-républicaine avec laquelle certains hommes d'affaires, juges, procureurs et fonctionnaires se déplacent. Jusqu'ici, ils avaient l'impression d'être impunis. Il est temps qu'ils commencent à être tenus responsables de leur comportement, a-t-il déclaré.

Une fois de plus, j'appelle le Congrès de la nation à aller de l'avant dans le traitement des projets de loi de réforme du pouvoir judiciaire en suspens et dans le pourvoi nécessaire du poste de procureur général, a-t-il ajouté.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/307121-collusion-entre-juges-politiciens-et-medias-en-argentine-le-president-demande-une-enquete

Radio Habana Cuba